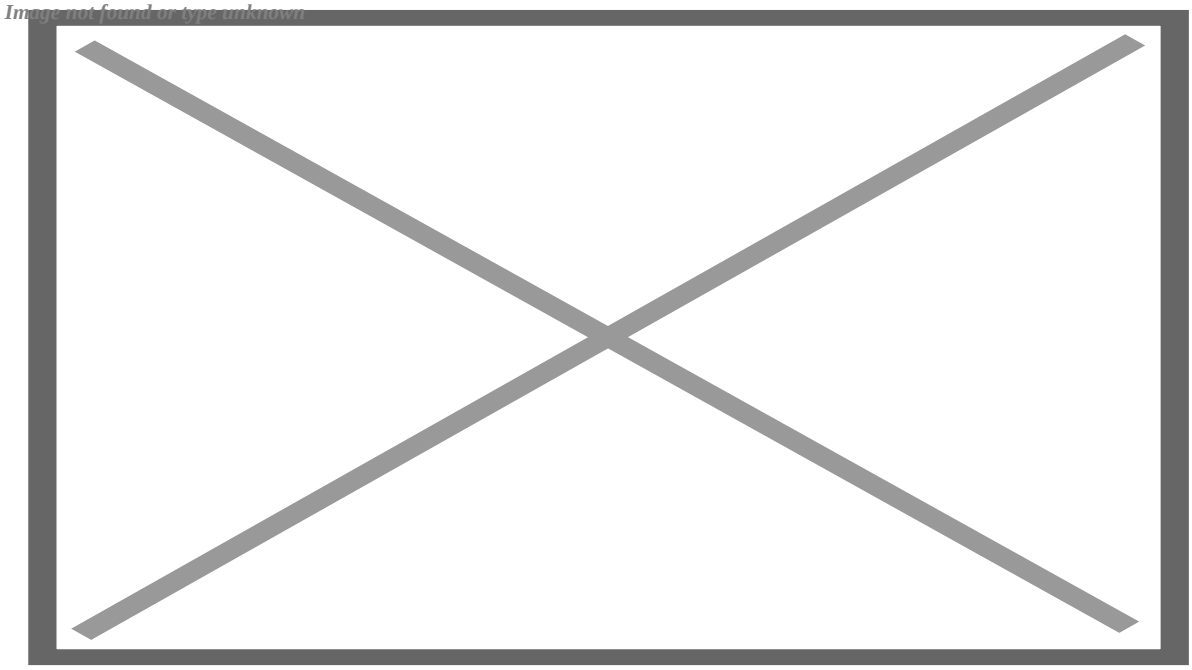
Les attaques contre la nationalisation se poursuivent au Pérou, malgré des éclaircissements à ce sujet



Lima, 27 octobre (RHC) Les attaques contre l’intention du gouvernement péruvien de laisser l’État exercer sa souveraineté sur le destin du gaz naturel se sont poursuivies aujourd’hui malgré la précision que cela exclut l’étatisation de cette ressource.

'Nationaliser le gaz de Camisea signifie le mettre au service des Péruviens et en particulier de nos compatriotes du sud. Cela ne signifie nullement étatiser l’activité privée', a déclaré le ministre de l’Économie, Pedro Francke .

Il a confirmé à cet égard l’engagement de l’administration du président Pedro Castillo de massifier l’utilisation à domicile de ce combustible pour le bénéfice de tous les Péruviens.

Les attaques et les pressions des médias, des politiciens et des hommes d'affaires néolibéraux ignorent cette précision et continuent de centrer leurs attaques sur le président, parce que lundi dernier il a proposé au Parlement de conclure avec l'exécutif une loi pour étatiser le gaz, bien qu'il ait immédiatement corrigé le terme et dit de nationaliser.

Face à l'agitation de l'opposition, le chef d'état a précisé que 'en tant que gouvernement du peuple, nous sommes et nous serons respectueux de la liberté d'entreprise' et que la priorité de son exécutif est de rendre massif l'accès au gaz naturel et à cela s'est ajoutée aujourd'hui la déclaration de Francke.

Les questionnements ont continué, invoquant la légère dévaluation monétaire, produit de l'incertitude créée par les déclarations de Castillo, selon ses détracteurs.

Le climat de tension a été alimenté en partie par la déclaration du président néolibéral de la Banque centrale, Julio Velarde, sur une atteinte aux attentes des entreprises motivée par les propos du chef de l'État.

L'offensive incluait des revendications du secteur des compagnies minières, énergétiques et pétrolières, alors que le gouvernement est en train de renégocier les contrats d'exploitation du gaz par le consortium Camisea.

Ces possibilités sont contestées par des experts, en particulier ceux qui se réfèrent à l'exportation par l'intermédiaire d'un pays intermédiaire, pour payer moins d'impôts.

Sur le front politique, des groupes d'extrême droite ont invoqué la crainte d'une étatisation pour confirmer leur décision de refuser la motion de confiance au nouveau cabinet ministériel, et des législateurs de centre-droit ont laissé entendre la possibilité de se joindre à cette position.

Les participants à la nouvelle attaque contre le fragile gouvernement péruvien exigent également que le gouvernement renonce à la promesse électorale et à une partie essentielle de son programme, de promouvoir une consultation citoyenne sur la convocation d'une assemblée constituante qui modifierait la Constitution néolibérale de 1993.

Source Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/275235-les-attaques-contre-la-nationalisation-se-poursuivent-au-perou-malgre-des-eclaircissements-a-ce-sujet

Radio Habana Cuba